ROYAUME DU MAROC — REINO DE MARRUECOS

Bulletin Officiel - Boletín Oficial

Paraît le vendredi — Se publica los viernes

Prix du numéro (édition partielle) : 50 F.

Precio del número (edición parcial) : 50 F.

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.* ;

2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire; légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).*

Avis. — Pour tous renseignements concernant la vente au numéro, les tarifs et conditions d'abonnement : voir à la fin du « Bulletin Officiel ». Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois sans effet rétroactif.

La edición completa comprende:

1.° Una primera parte o edición parcial que inserta los: *dahirs, decretos, acuerdos, órdenes, circulares, avisos, informaciones, estadísticas, etc.* ;

2.° Una segunda parte en la que viene: *publicidad reglamentaria, legal y judicial (registro de inmuebles, deslindes de terrenos patrimoniales y colectivos, avisos de subastas, de informaciones, etc.).*

AVISO. — Para informes referentes a la venta por número, a los tarifas y condiciones de abono: ver al final del «Boletín Oficial». Las suscripciones parten del primero de cada mes sin efecto retroactivo.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

Los anuncios judiciales y legales prescritos para la publicidad y la validez de los actos, procedimientos y contratos deben ser obligatoriamente publicados en el «Boletín oficial».

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Ancienne zone de protectorat espagnol et province de Tanger. — Centrale des travaux agricoles et centres de travaux agricoles.

Dahir n° 1-59-115 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol et à la province de Tanger de la législation en vigueur en zone sud relative à la centrale des travaux agricoles et aux centres de travaux agricoles 1653

Résistants.

Dahir n° 1-59-328 du 15 rebia I 1379 (18 septembre 1959) modifiant et complétant le dahir n° 1-59-076 du 1^{er} ramadan 1378 (11 mars 1959) relatif au titre de résistant 1654

Statistiques des services publics.

Dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) relatif aux enquêtes statistiques des services publics 1654

Décret n° 2-59-509 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) portant application du dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) relatif aux enquêtes statistiques des services publics 1654

Tertib 1959.

Dahir n° 1-59-289 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1959 1655

Commission d'enquête. — Exécution des décisions.

Dahir n° 1-59-111 du 23 rebia I 1379 (25 septembre 1959) relatif à l'exécution des décisions définitives de confiscations, prononcées par la commission d'enquête 1658

Services médicaux du travail.

Décret n° 2-59-0311 du 22 safar 1379 (27 août 1959) complétant le décret du 18 rejeb 1377 (8 février 1958) portant application du dahir du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) organisant les services médicaux du travail 1658

Admission temporaire.

Décret n° 2-59-671 du 26 safar 1379 (31 août 1959) modifiant l'arrêté viziriel du 29 hija 1372 (9 septembre 1953) relatif à l'admission temporaire des tôles de fer ou d'acier étamées (fer-blanc) destinées à la fabrication de bouchons-couronnes 1659

Garantie de l'État sur les avances bancaires consenties sur les conserves de sardines.

Arrêté du ministre de l'économie nationale et des finances du 7 septembre 1959 fixant pour la campagne 1959-1960 les conditions d'application du dahir du 6 jourmada II 1376 (8 janvier 1957) conférant la garantie partielle de l'État aux avances bancaires consenties sur les conserves de sardines 1659

Enseignement privé.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale du 8 août 1959 fixant le régime disciplinaire du personnel des établissements d'enseignement privé 1659

TEXTES PARTICULIERS

Oujda. — Déclassement et échange immobilier.

Dahir n° 1-59-226 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) déclassant du domaine public deux parcelles de terrain comprises dans le périmètre de protection de la source d'Aïn-Regada (province d'Oujda) et une parcelle faisant partie du périmètre de la maison cantonnière d'Aïn-Regada, autorisant l'échange de l'une de ces parcelles contre une parcelle appartenant à un particulier et la cession des deux autres parcelles à une collectivité locale 1659

Marrakech. — Plan de zonage de la médina.

Dahir n° 1-59-286 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) approuvant les modifications apportées au plan de zonage de la médina de Marrakech 1660

P.

Chaouïa et Marrakech. — Budget spécial 1958 et budget additionnel 1959.

Dahir n° 1-59-295 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant règlement du budget spécial de l'exercice 1958 et approbation du budget additionnel de l'exercice 1959 de la province de la Chaouïa 1660

Dahir n° 1-59-297 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant règlement du budget spécial de l'exercice 1958 et approbation du budget additionnel de l'exercice 1959 de la province de Marrakech 1660

Marrakech. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-59-0911 du 15 safar 1379 (20 août 1959) autorisant la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à la Société d'électricité de Marrakech d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal 1661

Figuig. — Délimitation du périmètre urbain du centre et fixation de sa zone périphérique.

Décret n° 2-59-0508 du 26 safar 1379 (31 août 1959) portant délimitation du périmètre urbain du centre de Figuig (province d'Oujda) et fixation de sa zone périphérique.. 1661

Safi. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-59-0968 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) autorisant la cession de gré à gré à des particuliers d'une parcelle de terrain du domaine privé de la ville de Safi. 1662

Marrakech. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-59-970 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal de la ville de Marrakech à un particulier 1662

Délégation de signature.

Arrêté du ministre des travaux publics du 31 juillet 1959 modifiant l'arrêté du 24 décembre 1958 portant délégation de signature 1662

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES****TEXTES COMMUNS**

Dahir n° 1-59-263 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) abrogeant la législation antérieure au 2 mars 1956 relative à l'attribution aux fonctionnaires des administrations publiques de bonifications et majorations d'ancienneté pour services militaires ou services accomplis dans la Résistance 1663

TEXTES PARTICULIERS**Ministère de l'économie nationale (sous-secrétariat d'Etat au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande).**

Dahir n° 1-59-290 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant nomination au grade d'administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) 1663

Dahir n° 1-59-291 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant nomination au grade d'administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) 1663

Dahir n° 1-59-292 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant nomination au grade d'administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) 1664

Dahir n° 1-59-293 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant nomination au grade d'administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) 1664

Ministère de la justice.

Dahir n° 1-59-337 du 27 rebia I 1379 (30 septembre 1959) modifiant et complétant le dahir n° 1-58-303 du 18 jourmada II 1378 (30 décembre 1958) formant statut de la magistrature 1664

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 2-59-1074 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil de l'Université de Rabat 1664

Décret n° 2-59-1075 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant les règles de gestion de l'Université de Rabat 1665

Décret n° 2-59-1076 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des professeurs de l'enseignement supérieur 1665

Décret n° 2-59-1077 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des maîtres de conférences 1666

Décret n° 2-59-1078 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des assistants de faculté 1666

Décret n° 2-59-1079 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant l'échelonnement indiciaire des professeurs de l'enseignement supérieur 1667

Décret n° 2-59-1080 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant l'échelonnement indiciaire des maîtres de conférences 1667

Décret n° 2-59-1081 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant l'échelonnement indiciaire des assistants de faculté 1667

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 1667

Nominations et promotions 1668

Concession de pensions militaires 1670

Résultats de concours et d'examens 1672

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 1672

Avis aux importateurs et exportateurs (modifications à la liste des transitaires en douane agréés) 1673

Avis aux importateurs n° 926 1674

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES**Antigua zona de protectorado español y provincia de Tánger. — Central de trabajos agrícolas y centros de trabajos agrícolas.**

Dahir n.º 1-59-115 de 6 de rebia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) haciendo extensiva a la antigua zona de protectorado español y a la provincia de Tánger la legislación vigente en la zona sur sobre la central de trabajos agrícolas y los centros de trabajos agrícolas 1675

Resistentes.

Dahir n.º 1-59-328 de 15 de rebia I de 1379 (18 de septiembre de 1959) modificando y completando el dahir n.º 1-59-076 de 1.º de ramadán de 1378 (11 de marzo de 1959) relativo al título de resistente 1675

Estadísticas de los servicios públicos.

Dahir n.º 1-59-228 de 16 de rabia I de 1379 (19 de septiembre de 1959) relativo a las encuestas estadísticas de los servicios públicos 1675

Decreto n.º 2-59-0509 de 16 de rabia I de 1379 (19 de septiembre de 1959) dictado en cumplimiento del dahir n.º 1-59-228 de 16 de rabia I de 1379 (19 de septiembre de 1959) relativo a las encuestas estadísticas de los servicios públicos. 1676

Tertib, 1959.

Dahir n.º 1-59-289 de 20 de rabia I de 1379 (23 de septiembre de 1959) por el que se fijan las tarifas del tertib para el año 1959 1676

Comisión de investigación. — Ejecución de las decisiones.

Dahir n.º 1-59-111 de 23 de rabia I de 1379 (25 de septiembre de 1959) relativo a la ejecución de las decisiones definitivas de confiscaciones, decretadas por la comisión de investigación 1679

Servicios médicos del trabajo.

Decreto n.º 2-59-0311 de 22 de safar de 1379 (27 de agosto de 1959) completando el de 18 de rayab de 1377 (8 de febrero de 1958) sobre aplicación del dahir de 10 de hicha de 1376 (8 de julio de 1957) organizando los servicios médicos del trabajo 1680

Admisión temporal.

Decreto n.º 2-59-0671 de 26 de safar de 1379 (31 de agosto de 1959) modificando el acuerdo visirial de 29 de hicha de 1372 (9 de septiembre de 1953) relativo a la admisión temporal de las chapas de hierro o de acero estañadas (hojalata) destinadas a la fabricación de tapones-coronas. 1680

Enseñanza privada.

Acuerdo del ministro de educación nacional, de 8 de agosto de 1959, fijando el régimen disciplinario del personal de los establecimientos de enseñanza privada 1681

TEXTOS PARTICULARES**Delegación de firma.**

Acuerdo del ministro de obras públicas, de 31 de julio de 1959, modificando el de 24 de diciembre de 1958 sobre delegación de firma 1681

**ORGANIZACION Y PERSONAL
DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS****TEXTOS COMUNES**

Dahir n.º 1-59-263 de 6 de rabia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) derogando la legislación anterior al 2 de marzo de 1956 relativa a la atribución a los funcionarios de las administraciones públicas de bonificaciones y mejoras de antigüedad por servicios militares o servicios prestados a la resistencia 1681

TEXTOS PARTICULARES**Ministerio de economía nacional (subsecretaría de Estado para el comercio, industria, artesanía y marina mercante).**

Dahir n.º 1-59-290 de 6 de rabia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) sobre nombramiento para el grado de administrador-alumno de la marina mercante (subteniente).... 1682

Dahir n.º 1-59-291 de 6 de rabia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) sobre nombramiento para el grado de administrador-alumno de la marina mercante (subteniente).... 1682

Dahir n.º 1-59-292 de 6 de rabia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) sobre nombramiento para el grado de administrador-alumno de la marina mercante (subteniente).... 1682

Dahir n.º 1-59-293 de 6 de rabia I de 1379 (9 de septiembre de 1959) sobre nombramiento para el grado de administrador-alumno de la marina mercante (subteniente).... 1683

Ministerio de justicia.

Dahir n.º 1-59-337 de 27 de rabia I de 1379 (30 de septiembre de 1959) modificando y ampliando el dahir n.º 1-58-303 de 18 de yumada II de 1378 (30 de diciembre de 1958) formando estatuto de la magistratura 1683

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso a los importadores n.º 926 1683

Aviso a los importadores y exportadores (modificaciones introducidas en la relación de agentes de aduana autorizados). 1685

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n.º 1-59-115 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol et à la province de Tanger de la législation en vigueur en zone sud relative à la centrale des travaux agricoles et aux centres de travaux agricoles.

LÔUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol et dans la province de Tanger, tels qu'ils ont été modifiés et complétés, les textes suivants :

Dahir n.º 1-56-322 du 29 jourmada II 1376 (31 janvier 1957) relatif à la centrale des travaux agricoles et aux centres de travaux ;

Décret n.º 2-57-0088 du 29 jourmada II 1376 (31 janvier 1957) relatif à l'organisation de la centrale des travaux agricoles et des centres de travaux,

ainsi que les textes pris pour leur application.

ART. 2. — Sont abrogées la législation et la réglementation relatives au même objet en vigueur dans la province de Tanger et l'ancienne zone de protectorat espagnol, et notamment le dahir khalifien du 25 chaoual 1363 (13 octobre 1944) créant la Caisse autonome du service agronomique.

ART. 3. — La Caisse autonome du service agronomique est supprimée.

Le patrimoine mobilier et immobilier de ladite caisse sera dévolu dans les conditions qui seront fixées par arrêté conjoint des ministres des finances et de l'agriculture.

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (18 septembre 1959) modifiant et complétant le dahir n° 1-59-076 du 1^{er} ramadan 1378 (11 mars 1959) relatif au titre de résistant.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-59-076 du 1^{er} ramadan 1378 (11 mars 1959) relatif au titre de résistant, tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n° 1-59-219 du 18 hija 1378 (25 juin 1959), et notamment son article 3,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le délai prévu à l'article 3 du dahir susvisé n° 1-59-076 du 1^{er} ramadan 1378 (11 mars 1959) est prorogé au 31 décembre 1959.

Fait à Rabat, le 15 rebia I 1379 (18 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 15 rebia I 1379 (18 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) relatif aux enquêtes statistiques des services publics.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les enquêtes statistiques des services publics, à l'exclusion des travaux statistiques d'ordre intérieur ne comportant pas le concours de personnes étrangères à l'administration, sont régies par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Un comité de coordination des enquêtes statistiques, créé auprès de la présidence du conseil et dont la composition est fixée par décret, propose annuellement à l'approbation du président du conseil le programme des enquêtes prévues pour l'année ainsi que les modalités d'exécution de ces enquêtes et notamment les dates approximatives auxquelles il y sera procédé et les délais qui seront laissés aux personnes physiques et morales pour faire parvenir leur réponse aux questionnaires qui leur seront adressés.

ART. 3. — L'ouverture desdites enquêtes est subordonnée à l'obtention d'un visa délivré par le ministre dont relève le service central des statistiques et par le ministre à la compétence duquel ressortissent les intéressés. Les questionnaires d'enquêtes devront mentionner le visa accordé.

ART. 4. — Des organismes professionnels ou interprofessionnels peuvent être agréés par les pouvoirs publics pour servir d'intermédiaire dans l'exécution des enquêtes statistiques. L'agrément qui fixe les modalités de leur intervention est donné ou retiré par arrêté du ministre à la compétence duquel ressortissent les intéressés. Toutefois les intéressés ont toujours la possibilité de répondre directement au service public enquêteur.

ART. 5. — Les questionnaires portant le visa prévu à l'article 3 et émanant soit des services enquêteurs, soit des organismes professionnels ou interprofessionnels agréés, suivent le régime postal des imprimés.

ART. 6. — Sous réserve des dispositions des articles 39 et 105 du dahir du 1^{er} chaabane 1378 (10 février 1959) formant code de procédure pénale, les renseignements individuels figurant sur les questionnaires et qui ont trait à la vie personnelle et familiale et d'une manière générale aux faits et comportements d'ordre privé ne peuvent, en aucun cas, être l'objet d'une communication de la part du service dépositaire.

En outre les renseignements individuels d'ordre économique et financier ne peuvent en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique.

Les agents des services publics et organisations appelées à servir d'intermédiaires pour les enquêtes dans les conditions fixées à l'article 4 sont astreints au secret professionnel sous peine des sanctions prévues à l'article 279 du code pénal marocain applicable devant les juridictions de droit commun ou à l'article 378 du code pénal applicable devant les juridictions modernes instituées par le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913).

ART. 7. — Les personnes physiques et morales ont l'obligation de répondre, avec exactitude et dans les délais fixés, aux questionnaires statistiques revêtus du visa défini à l'article 3.

En cas de défaut de réponse, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, dans le délai imparti par ladite mise en demeure, ou en cas de réponse inexacte, les personnes physiques et les dirigeants responsables des personnes morales seront passibles d'une amende de 500 à 3.000 francs.

En cas de récidive dans le délai de trois ans, l'amende sera de 3.000 à 150.000 francs pour chaque infraction.

Les tribunaux connaîtront de ces infractions conformément aux règles de compétence de droit commun, les parquets étant saisis par le ministre intéressé, après avis du comité de coordination des enquêtes statistiques.

Toutefois, lorsqu'il s'agira de questions ayant trait à la vie personnelle ou familiale, le défaut de réponse dans le délai imparti ou la réponse sciemment inexacte sera puni d'une amende de 300 à 1.800 francs, et en cas de récidive, de 600 à 18.000 francs, qui sera infligée suivant la procédure prévue au dahir du 24 joumada I 1369 (14 mars 1950) relatif à la perception des amendes de composition à titre de sanctions des contraventions de police.

ART. 8. — Les mesures d'application du présent dahir sont laissées à la détermination du président du conseil ou de l'autorité déléguée par lui à cet effet.

Fait à Rabat, le 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0609 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) portant application du dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) relatif aux enquêtes statistiques des services publics.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-59-228 du 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959) et notamment son article 2,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de coordination des enquêtes statistiques, présidé par le président du conseil ou l'autorité déléguée par lui à cet effet, comprend :

Un représentant de la présidence du conseil ;

Le secrétaire permanent du comité économique interministériel ;

Le chef de la division de la coordination économique et du plan ;

Le chef du service central des statistiques ;

Un représentant, le cas échéant, des ministères ou sous-secrétariats d'État directement intéressés par les enquêtes prévues au programme de l'année en cours ;

Dix représentants des activités économiques à savoir :

Une personnalité du commerce désignée par arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Deux personnalités de l'industrie, désignées par arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Deux personnalités de l'agriculture, désignées par le ministre de l'agriculture ;

Deux représentants des organisations syndicales désignées par arrêté du ministre du travail et des questions sociales ;

Trois personnalités choisies par le ministre dont relève le service central des statistiques.

Le secrétariat du comité de coordination des enquêtes statistiques est assuré par le service central des statistiques.

ART. 2. — Les dix représentants des activités économiques sont nommés pour trois ans. Des membres suppléants sont désignés de la même façon.

Toute personne ayant perdu la qualité en raison de laquelle elle a été nommée cesse d'appartenir au comité. Son remplaçant est nommé pour la durée du mandat restant à courir.

ART. 3. — Les modalités de fonctionnement du comité de coordination des enquêtes statistiques seront fixées par un règlement soumis à l'approbation du ministre de l'économie nationale.

Fait à Rabat, le 16 rebia I 1379 (19 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Dahir n° 1-59-289 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1959.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidî Mohammed ben Yousef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 23 rebia II 1333 (10 mars 1915) réglementant le tertib et, notamment, son article 12 ;

Vu le dahir du 29 rebia I 1358 (19 mai 1939) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers, modifié par les dahirs du 25 rebia II 1361 (12 mai 1942) et du 4 moharrem 1375 (23 août 1955) ;

Vu le dahir du 29 rebia I 1358 (19 mai 1939) réglementant le tertib sur la vigne en plantation régulière,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs du tertib sont fixés, pour l'année 1959, ainsi qu'il suit :

TITRE PREMIER.

Cultures.

ART. 2. — Les céréales principales, blé dur, blé tendre, orge, avoine et seigle sont classées d'après la notation de leur rendement en neuf catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 25 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 20 et inférieur à 25 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 17 et inférieur à 20 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 14 et inférieur à 17 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 11 et inférieur à 14 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 8 et inférieur à 11 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 5 et inférieur à 8 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 4 et inférieur à 5 ;

9^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 4.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATÉGORIES des rendements	BLE dur	BLE tendre	ORGE	AVOINE	SEIGLE
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1 ^{re} catégorie ...	11.310	9.570	4.790	4.790	4.790
2 ^e catégorie ...	7.130	6.030	3.020	3.020	3.020
3 ^e catégorie ...	5.460	4.620	2.310	2.310	2.310
4 ^e catégorie ...	3.900	3.350	1.670	1.670	1.670
5 ^e catégorie ...	2.690	2.280	1.140	1.140	1.140
6 ^e catégorie ...	1.660	1.400	700	700	700
7 ^e catégorie ...	860	730	360	360	360
8 ^e catégorie ...	270	230	120	120	120
9 ^e catégorie ...	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.

ART. 3. — Les cultures de riz sont classées, d'après leur rendement en paddy, en neuf catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 80 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 70 et inférieur à 80 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 60 et inférieur à 70 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 50 et inférieur à 60 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 40 et inférieur à 50 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 35 et inférieur à 40 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 30 et inférieur à 35 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 25 et inférieur à 30 ;

9^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 25.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATÉGORIES DES RENDEMENTS	RIZ
	Francs
1 ^{re} catégorie	28.480
2 ^e catégorie	20.720
3 ^e catégorie	15.360
4 ^e catégorie	11.880
5 ^e catégorie	8.800
6 ^e catégorie	5.840
7 ^e catégorie	3.780
8 ^e catégorie	2.650
9 ^e catégorie	Exonérée.

ART. 4. — Les autres cultures annuelles sont classées, d'après la notation de leur rendement, en neuf catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 25 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 20 et inférieur à 25 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 17 et inférieur à 20 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 14 et inférieur à 17 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 11 et inférieur à 14 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 8 et inférieur à 11 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 5 et inférieur à 8 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 3 et inférieur à 5 ;

9^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 3.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATEGORIES DES RENDEMENTS	TOURNESOL	CARTHAME		POIS CHICHES	FENUGREC	LIN	LENTILLES	PETITS POIS	ALPISTE	CUMIN	CORIANDRE	HARICOTS	MAIS	SORGHO	MIL
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1 ^{re} catégorie	9.540	5.720	6.030	9.360	5.190	11.700	16.380	7.020	7.140	35.700	7.140	18.720	5.470	5.470	5.470
2 ^o catégorie	6.690	4.010	4.190	6.530	3.630	8.160	11.420	4.890	5.010	25.030	5.010	13.050	3.840	3.840	3.840
3 ^o catégorie	5.120	3.070	3.190	4.970	2.770	6.210	8.700	3.730	3.830	19.160	3.830	9.940	2.940	2.940	2.940
4 ^o catégorie	3.980	2.390	2.450	3.840	2.150	4.790	6.710	2.880	2.970	14.870	2.970	7.670	2.280	2.280	2.280
5 ^o catégorie	2.950	1.770	1.790	2.820	1.580	3.530	4.940	2.120	2.210	11.030	2.210	5.640	1.690	1.690	1.690
6 ^o catégorie	2.050	1.230	1.220	1.930	1.090	2.410	3.370	1.440	1.530	7.630	1.530	3.850	1.170	1.170	1.170
7 ^o catégorie	1.260	760	720	1.150	660	1.440	2.010	860	940	4.690	940	2.300	720	720	720
8 ^o catégorie	Ex.	Ex.	310	520	310	650	910	390	450	2.250	450	1.040	350	350	350
9 ^o catégorie	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.

ART. 5. — Les cultures de sorgho à balai, de henné et d'orobe, les cultures florales destinées à fournir des graines, des fleurs à couper, des plantes d'ornementation, les plantes à parfum et les cultures maraichères y compris les nioras et les bananeraies quel que soit le but de leur production : légumes, graines de semence, etc., sont imposées suivant le tarif forfaitaire ci-après :

	TARIF A	TARIF B
	par hectare	par hectare
	Francs	Francs
Sorgho à balai	1.000	500
Henné	2.600	1.300
Orobe	300	150
Cultures florales	8.000	4.000
Plantes à parfum irriguées	6.000	3.000
Plantes à parfum non irriguées	3.000	1.000
Cultures maraichères non irriguées	1.600	800
Bananeraies, nioras et cultures maraichères irriguées :		
Superficie inférieure à 2 hectares par exploitation	3.000	1.500
Superficie égale ou supérieure à 2 hectares par exploitation	6.000	6.000

Tarif A : concerne la généralité des cultures non taxées suivant le tarif B.

Tarif B : concerne les cultures faites à la main ou à l'aide de petits instruments aratoires limités à l'araire (avec ou sans versoir) et à la herse légère, à l'exclusion de tout autre matériel plus important.

Les plantes à parfum comprennent :

La menthe poivrée : imposable dès la première année de plantation ;

Le géranium-rosat irrigué : imposable dès la première année de plantation ;

Le géranium-rosat non irrigué : imposable dès la deuxième année de plantation ;

Le rosier : imposable dès la troisième année de plantation ;

Le jasmin : imposable dès la quatrième année de plantation ;

Le bigaradier : imposable dès la cinquième année de plantation.

ART. 6. — Les pépinières arboricoles et viticoles sont imposées suivant le tarif forfaitaire ci-après :

	Par hectare
Pépinières arboricoles	6.000 francs
Pépinières viticoles	2.000 —

Sont seules imposables les pépinières exploitées en vue de la vente des plants, à l'exclusion des pépinières dont les produits sont destinés aux plantations de l'exploitation.

Les pépinières arboricoles englobent la production de plants d'arbres de toutes sortes : fruitiers, d'alignement, d'ornement, etc.

ART. 7. — Les cultures de coton et de tabac sont imposées d'après le tarif ci-après :

Par hectare

Coton

1.500 francs

Tabac et autres plantes à fumer

3.000 —

Sont seules imposables les cultures de coton effectuées dans les provinces du Nador et du Tadla—Beni-Mellal.

Pour le tabac le présent tarif ne s'applique qu'aux provinces de Tanger, de Tétouan, de Larache, de Chaouen, du Rif et du Nador.

Dans les autres provinces les cultures de tabac feront l'objet de rôles spéciaux et un dahir ultérieur déterminera les modalités de tarification.

Les cultures non désignées au présent tarif sont exemptées de tout impôt pour l'année 1959.

TITRE DEUXIEME

Arbres fruitiers et vignes en plantation irrégulière.

ART. 8. — Les arbres fruitiers, à l'exclusion des agrumes, et les vignes en plantation irrégulière en âge de produire sont taxés d'après le tarif ci-après :

	Francs
Hors catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 3.000 francs	300
1 ^{re} catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 2.000 francs et inférieure à 3.000 francs	150
2 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 1.000 francs et inférieure à 2.000 francs	90
3 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 500 francs et inférieure à 1.000 francs	40
4 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 200 francs et inférieure à 500 francs	20
5 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 100 francs et inférieure à 200 francs	8
6 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 50 francs et inférieure à 100 francs	4
7 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 20 francs et inférieure à 50 francs	2
8 ^o catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, inférieure à 20 francs	Exonérée

Le tarif de la 7^e catégorie n'est applicable qu'aux pieds de vigne en plantation irrégulière ou en treille. Les autres arbres fruitiers rangés dans cette catégorie sont exonérés.

Les orangers, citronniers et autres aurantiacées en âge de produire sont taxés d'après le tarif ci-après :

	Francs
Hors catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 3.500 francs	480
1 ^{re} catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 3.000 francs et inférieure à 3.500 francs	330
2 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 2.500 francs et inférieure à 3.000 francs	220
3 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 2.000 francs et inférieure à 2.500 francs	160
4 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 1.500 francs et inférieure à 2.000 francs	100
5 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 1.000 francs et inférieure à 1.500 francs	60
6 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 500 francs et inférieure à 1.000 francs	30
7 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, inférieure à 500 francs	Exonérée

Les arbres fruitiers en âge de produire, autres que les oliviers, palmiers et vignes en plantation irrégulière recensés sous les rubriques : 1^o amandiers ; 2^o orangers, citronniers et autres aurantiacées ; 3^o cerisiers et noyers ; 4^o figuiers, grenadiers et autres arbres non dénommés, ne sont imposés qu'à partir de vingt-six arbres pour chacune des rubriques, mais l'imposition porte sur la totalité des arbres recensés sous la rubrique considérée.

Vigne en plantation régulière.

ART. 9. — La vigne en plantation régulière remplissant les conditions pour être imposable est taxée d'après le tarif ci-après :

	Par hectare
	Francs
1 ^{re} catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 130 quintaux de raisins	15.870
2 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 100 quintaux et inférieure à 130 quintaux	12.160
3 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 70 quintaux et inférieure à 100 quintaux	8.990
4 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 50 quintaux et inférieure à 70 quintaux	6.350
5 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 40 quintaux et inférieure à 50 quintaux	4.760
6 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 30 quintaux et inférieure à 40 quintaux	3.700
7 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 20 quintaux et inférieure à 30 quintaux	2.640
8 ^e catégorie. — Production à l'hectare inférieure à 20 quintaux	Exonérée

TITRE TROISIÈME.

Boisements.

ART. 10. — Les plantations d'eucalyptus et de mimosas ou acacias à tainin sont imposées d'après les tarifs ci-après :

	Par hectare
	Francs
Eucalyptus	400
Mimosas ou acacias à tainin	4.000

Sont exonérées :

- a) Les plantations appartenant au domaine forestier de l'État, aux municipalités et, en général, au domaine public ;
- b) Les plantations possédées par des particuliers ou des collectivités et dont la superficie est inférieure à un hectare ;
- c) Les plantations dites d'alignement.

Les eucalyptus sont imposables la onzième année après la plantation.

Les mimosas ou acacias à tainin sont imposable lors de la coupe ou de l'arrachage et au plus tard la onzième année après la plantation ou la replantation.

Les plantations des essences forestières non dénommées au tarif sont exemptées de l'impôt pour l'année 1959.

TITRE QUATRIÈME.

Apiculture.

ART. 11. — Les ruches à cadres sont imposées à raison de 150 francs par ruche.

L'imposition porte sur la totalité des ruches, groupés ou disséminées, appartenant à un même propriétaire. Les apiculteurs possédant moins de dix ruches à cadres bénéficient d'une exonération de l'impôt.

TITRE CINQUIÈME.

Animaux.

ART. 12. — Les animaux sont imposés d'après le tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES ANIMAUX	ÂGE D'IMPOSITION	TARIF	TARIF
		général	spécial (a)
		Francs	Francs
Chameaux adultes	De plus de 4 ans	250	190
Chameaux jeunes	De 2 à 4 ans	125	95
Chevaux	De 3 ans et au-dessus ..	275	210
Juments	id.	200	150
Mulets	id.	275	210
Anes	De 2 ans et au-dessus ..	50	40
Bœufs, taureaux et vaches	De 18 mois et au-dessus.	350	260
Veaux et génisses	A partir du sevrage	140	105
Porcs	id.	160	120
Moutons	id.	85	65
Chèvres	id.	60	45

(a) Le tarif spécial est applicable dans les circonscriptions d'Imi-n-Tanoute, de Chichaoua, de Tamamar et dans les provinces d'Agadir, du Tafilalet, d'Ouarzazate, de Tanger, de Larache, de Tétouan, de Chaouén, du Rif et de Nador.

Tous les animaux compris dans la nomenclature qui précède sont soumis à l'impôt, à l'exception de ceux appartenant à l'armée et de ceux possédés, pour assurer un service public, par l'État et les collectivités publiques.

ART. 13. — Les contribuables dont le montant de l'imposition en principal est inférieur à 5.000 francs bénéficient, au titre du tertib de 1959, d'une décote de 2.000 francs.

ART. 14. — Le nombre des centimes additionnels prévus par l'article 12 du dahir du 23 rebia II 1333 (10 mars 1915) est fixé à 25 pour tous les contribuables.

Un arrêté interministériel déterminera l'affectation du produit de ces centimes.

Fait à Rabat, le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Dahir n° 1-59-111 du 23 rebia I 1379 (25 septembre 1959) relatif à l'exécution des décisions définitives de confiscations, prononcées par la commission d'enquête.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-103 du 6 ramadan 1377 (27 mars 1958) portant création d'une commission d'enquête et, notamment, son article 5,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le service des domaines est chargé de l'exécution des décisions définitives de confiscation ordonnées par la commission d'enquête, instituée par le dahir n° 1-58-103 du 6 ramadan 1377 (27 mars 1958) et, le cas échéant, de l'apurement des patrimoines confisqués.

ART. 2. — Les créanciers des personnes condamnées définitivement sont tenus de notifier leurs créances, par lettre recommandée avec accusé de réception, en trois exemplaires, au chef du service des domaines (ministère des finances) dans le délai de deux mois, à compter de la publication du présent dahir, sous peine de forclusion.

Il ne sera pas tenu compte des notifications formulées antérieurement.

ART. 3. — Le service des domaines est habilité à régler, dans la limite de l'actif recueilli et en proportion de la part du patrimoine dévolue à l'État, les dettes ayant acquis date certaine antérieurement à la date d'effet des décisions de la commission d'enquête, ainsi qu'à payer ou à rembourser les dépenses ayant bénéficié aux immeubles entre cette date d'effet et la prise de possession par l'administrateur-séquestre ou par le service des domaines.

ART. 4. — S'il est nécessaire de réaliser tout ou partie du patrimoine confisqué, notamment pour le règlement des dettes et impenses visées à l'article 3 ci-dessus, il pourra être procédé à la vente aux enchères publiques, par le service des domaines : des biens meubles, suivant les règles propres à ce service ; des biens immeubles, après autorisation par décret, si la valeur de l'immeuble est supérieure à vingt millions de francs (20.000.000 de fr.), par arrêté du ministre des finances, si ladite valeur est égale ou inférieure à cette somme.

ART. 5. — Dans le cas où le passif d'un patrimoine ayant fait l'objet d'une confiscation totale sera présumé supérieur à l'actif, le service des domaines remettra le dossier de la confiscation au secrétariat-greffe du tribunal régional aux fins de liquidation de celle-ci et de distribution de deniers.

ART. 6. — Dans le cas où le passif d'un patrimoine ayant fait l'objet d'une confiscation partielle sera présumé supérieur à l'actif, le service des domaines remettra également le dossier de la confiscation au secrétariat-greffe du tribunal régional qui provoquera le partage judiciaire du patrimoine total du condamné et procédera à la vente de la partie revenant à l'État et à la distribution du produit de cette vente entre les différents créanciers conformément aux textes en vigueur, les créances n'étant admises qu'à proportion de la part revenant à l'État.

ART. 7. — Le tribunal territorialement compétent pour procéder aux opérations prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus est celui du domicile ou de la dernière résidence au Maroc de la personne sanctionnée, ou encore, dans le cas où ce domicile ou cette résidence ne seraient pas déterminés, celui de la situation de la partie la plus importante du patrimoine confisqué.

ART. 8. — Lors de la distribution de deniers, prévue aux articles 5 et 6 ci-dessus, l'État sera remboursé, par priorité, nonobstant tout privilège, du montant des dépenses que la gestion ou la conservation du patrimoine confisqué aura nécessitées.

ART. 9. — Les dépenses inscrites au compte spécial hors budget, intitulé « Confiscations », ouvert par le décret n° 2-59-122 du

29 chaoual 1378 (8 mai 1959) pour les opérations relatives aux liquidations des biens confisqués, ne sont pas soumises au visa du contrôle des engagements de dépenses.

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 23 rebia I 1379 (25 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0311 du 22 safar 1379 (27 août 1959) complétant le décret du 18 rejab 1377 (8 février 1958) portant application du dahir du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) organisant les services médicaux du travail.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) concernant l'organisation des services médicaux du travail ;

Vu le décret n° 2-56-248 du 18 rejab 1377 (8 février 1958) portant application du dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) organisant les services médicaux du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret susvisé du 18 rejab 1377 (8 février 1958) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Doivent disposer d'un service médical « du travail, agréé par le ministre du travail et des questions sociales, lorsqu'ils occupent au moins cinquante salariés :

« les établissements commerciaux, y compris les succursales « d'entreprises commerciales de vente au détail ;

« les établissements industriels, y compris les exploitations « minières ;

« les coopératives de consommation dirigées par des gérants non « salariés ;

« les sociétés civiles, syndicats et associations et groupements « de quelque nature que ce soit ;

« les exploitations agricoles ;

« les entreprises de transports de voyageurs et de marchandises.

« Sont dispensés provisoirement de cette obligation, les chan- « tiers visés au deuxième alinéa de l'article 28 du dahir du 13 cha- « bane 1366 (2 juillet 1947) portant réglementation du travail pour « lesquels le chef d'entreprise n'est pas tenu de s'assurer le con- « cours à temps complet d'un médecin.

« Doivent également disposer d'un service médical du travail, « agréé par le ministre du travail et des questions sociales, quel que « soit le nombre de salariés occupés :

« les employeurs et les établissements effectuant les travaux « énumérés à l'annexe I de l'arrêté directorial du 26 joumada I

« 1362 (31 mai 1943) pris pour l'exécution du dahir de même date, « étendant aux maladies d'origine professionnelle, les dispositions

« du dahir du 25 hija 1345 (25 juin 1927) concernant les respon- « sabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur « travail. »

ART. 2. — L'article 4 du décret précité du 18 rejab 1377 (8 février 1958) est complété par le second alinéa suivant :

« Article 4. —

« Sauf avis contraire de l'inspecteur du travail, un service inter- « entreprises ne peut s'opposer à l'adhésion d'un établissement « relevant de sa compétence. »

ART. 3. — Le premier alinéa de l'article 11 du décret précité du 18 rejab 1377 (8 février 1958) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 11. — Tous les salariés seront tenus de subir, au moins « une fois par an, un examen médical qui comportera obligatoire- « ment un examen radiologique pulmonaire. Les sujets de moins « de dix-huit ans subiront cet examen tous les trois mois. »

ART. 4. — Le titre VI du décret précité du 18 reheb 1377 (8 février 1958) est complété par l'article 28 bis suivant :

« Article 28 bis. — Dans les établissements soumis à l'application du présent décret, tout salarié sera obligatoirement l'objet d'une visite médicale initiale comportant un examen radiologique pulmonaire destiné à l'établissement de son dossier médical. »

Fait à Rabat, le 22 safar 1379 (27 août 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0671 du 26 safar 1379 (31 août 1959) modifiant l'arrêté viziriel du 29 hijra 1372 (9 septembre 1953) relatif à l'admission temporaire des tôles de fer ou d'acier étamées (fer-blanc) destinées à la fabrication de bouchons-couronnes.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 hijra 1372 (9 septembre 1953) relatif à l'admission temporaire des tôles de fer ou d'acier étamées (fer-blanc) destinées à la fabrication des bouchons-couronnes ;

Après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE .

ARTICLE UNIQUE. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 9 septembre 1953 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. — Le taux de rendement en poids est fixé à quatre-vingt-cinq pour cent. »

Fait à Rabat, le 26 safar 1379 (31 août 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Références :

Dahir du 12 juin 1922 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1071) ;

Arrêté viziriel du 13 juin 1922 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1072) ;

— du 9 septembre 1953 (B.O. n° 2138, du 16-10-1953, p. 1434).

Arrêté du ministre de l'économie nationale et des finances, du 7 septembre 1959 fixant pour la campagne 1959-1960 les conditions d'application du dahir du 6 jourmada II 1376 (8 janvier 1957) conférant la garantie partielle de l'État aux avances bancaires consenties sur les conserves de sardines.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES.

Vu le dahir du 12 jourmada II 1370 (20 mars 1951) réglementant le nantissement de certains produits et matières ;

Vu le dahir du 6 jourmada II 1376 (8 janvier 1957) conférant la garantie partielle de l'État aux avances bancaires consenties sur les conserves de sardines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie nationale du 12 juin 1957 pris pour son application ;

Après avis du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'artisanat et à la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour bénéficier de la garantie prévue par le dahir susvisé du 6 jourmada II 1376 (8 janvier 1957) les avances consenties par les établissements de crédit sur les conserves de sardines destinées à l'exportation sur tous pays ne devront pas excéder la somme de 2.600 francs par caisse.

Le taux d'intérêt des avances est fixé à 4,50 % l'an.

ART. 2. — La quantité de conserves de sardines susceptible de bénéficier de ces dispositions est fixée à 700.000 caisses, étant précisé que pour assurer le maintien du gage les exportateurs auront à tout moment, dans les limites des quotas qui leur seront accordés par le comité de warrantage, la faculté de remplacer par de nouvelles marchandises les lots dégagés pour l'exportation.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont valables pour la campagne débutant le 1^{er} juin 1959 et se terminant le 31 mai 1960.

Rabat, le 7 septembre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale du 8 août 1959 fixant le régime disciplinaire du personnel des établissements d'enseignement privé.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu le dahir n° 1-59-049 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) formant statut de l'enseignement privé et notamment son article 48,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La composition du conseil de discipline prévue à l'article 48 du dahir n° 1-59-049 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959), susvisé, est fixée ainsi qu'il suit :

Le ministre de l'éducation nationale ou son représentant, président ;

Un inspecteur de l'enseignement primaire ou un chef d'établissement désigné par le ministre de l'éducation nationale selon l'ordre d'enseignement intéressé ;

Deux représentants de l'enseignement privé.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 2. — L'agent incriminé est informé de la date de la réunion et de la composition du conseil de discipline au moins huit jours à l'avance ; il a le droit de présenter ses moyens de défense, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un de ses collègues ou d'un avocat.

ART. 3. — Les peines disciplinaires prononcées par le conseil de discipline sont les suivantes :

- 1° La censure simple ;
- 2° La censure avec insertion au *Bulletin officiel* ;
- 3° L'interdiction d'exercer dans une circonscription déterminée pour une durée maxima de cinq années ;
- 4° L'interdiction permanente d'exercer dans une circonscription déterminée ;
- 5° L'interdiction d'exercer pour un temps déterminé qui ne pourra excéder cinq années ;
- 6° L'interdiction absolue d'exercer.

Rabat, le 8 août 1959.

ABDELKRIM BENJELLOUN.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir n° 1-59-226 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) déclassant du domaine public deux parcelles de terrain comprises dans le périmètre de protection de la source d'Ain-Regada (province d'Oujda) et une parcelle faisant partie du périmètre de la maison cantonnière d'Ain-Regada, autorisant l'échange de l'une de ces parcelles contre une parcelle appartenant à un particulier et la cession des deux autres parcelles à une collectivité locale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances et du ministre de l'intérieur,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclassées du domaine public et incorporées au domaine privé de l'État :

1° Une parcelle de terrain faisant partie de la zone de protection de l'ain Regada, d'une superficie de trois cent quinze mètres carrés (315 m²), située au nord et au droit de l'origine du chemin tertiaire n° 5002 et figurée par une teinte jaune sur le plan parcellaire au 1/500 annexé à l'original du présent dahir ;

2° Une parcelle de terrain faisant partie de la zone de protection de l'ain Regada, d'une superficie de cinq cent quarante mètres carrés (540 m²), située au sud et au droit du chemin tertiaire n° 5002 et figurée par une teinte verte sur le plan parcellaire au 1/500 précité ;

3° Une parcelle de terrain faisant partie du domaine public (maison cantonnière d'Aïn-Regada) d'une superficie de soixante-dix mètres carrés (70 m²), située au sud et au droit du chemin tertiaire n° 5002 et figurée par une teinte bleue sur le plan parcellaire au 1/500 précité.

ART. 2. — Est autorisé l'échange, sans soulte, de la parcelle n° 1 déclassée contre une parcelle d'une superficie de trois cent quinze mètres carrés (315 m²), figurée par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1/500 précité, à distraire de la propriété dite « Domaine des Sources » faisant l'objet du titre foncier n° 3476 O., appartenant à M. Morlot Jean.

ART. 3. — Est autorisée, en vue de l'édification d'une mosquée et d'une école coranique, la cession de gré à gré par l'État à la tribu d'Aïn-Regada (cercle des Beni-Snassèn, province d'Oujda) des parcelles n° 1, 2 et 3 déclassées, d'une superficie totale de neuf cent vingt-cinq mètres carrés (925 m²).

ART. 4. — Cette cession sera réalisée au prix de cent mille francs l'hectare, soit pour une somme globale de neuf mille deux cent cinquante francs (9.250 fr.).

ART. 5. — Le ministre des travaux publics, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

**Dahir n° 1-59-286 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959)
approuvant les modifications
apportées au plan de zonage de la médina de Marrakech.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme ;

Vu le décret du 11 rebia I 1378 (25 septembre 1958) approuvant le plan de zonage de la médina de Marrakech,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications apportées au plan de zonage de la médina de Marrakech, telles qu'elles figurent aux plans et règlements annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

**Dahir n° 1-59-295 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant
règlement du budget spécial de l'exercice 1958 et approbation du
budget additionnel de l'exercice 1959 de la province de la Chaouïa.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 11 jourmada II 1378 (23 décembre 1958) relatif à l'organisation des budgets spéciaux,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont arrêtés aux chiffres ci-après les résultats du compte administratif résumant les opérations du budget spécial de la province de la Chaouïa pour l'exercice 1958 :

Recettes 314.586.800

Dépenses 268.844.251

faisant ressortir un excédent de recettes de quarante-cinq millions sept cent quarante-deux mille cinq cent quarante-neuf francs (45.742.549 fr.) qui sera reporté au budget de l'exercice 1959, ainsi qu'une somme de vingt-six millions quarante-trois mille trois cent cinquante-huit francs (26.043.358 fr.) représentant les restes à recouvrer des exercices clos.

ART. 2. — Sont autorisées les adjonctions suivantes au budget en cours de la province de la Chaouïa :

PREMIÈRE PARTIE. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Recettes ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Excédent de recettes de l'exercice 1958 ..	45.742.549
Restes à recouvrer.	
Art. 2. — Prestations 1954	10.720
Art. 3. — Prestations 1955	220.354
Art. 4. — Prestations 1956	850.492
Art. 5. — Prestations 1957	10.025.132
Art. 6. — Prestations 1958	14.246.660
Art. 7. — Produits des péages 1958	690.000
TOTAL des recettes	71.785.907

DEUXIÈME PARTIE. — DÉPENSES.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Reste à payer des exercices clos	12.006
Report de crédits.	
Art. 2. — Travaux neufs	11.870.653
Art. 3. — Travaux d'amélioration et d'entretien des chemins du réseau tertiaire à réaliser avec la participation de l'État	8.360.005
Art. 4. — Traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles, changement de résidence des agents chargés de travaux dans les centres non constitués en municipalités	2.434.087
Relèvement de crédits du budget primitif.	
Art. 5. — Traitements, salaires et indemnités du personnel titulaire et auxiliaire	8.420.298
TOTAL des dépenses	31.097.049

ART. 3. — Le vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances, et le gouverneur de la province de la Chaouïa sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Dahir n° 1-59-297 du 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) portant règlement du budget spécial de l'exercice 1958 et approbation du budget additionnel de l'exercice 1959 de la province de Marrakech.

— LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 11 jomada II 1378 (23 décembre 1958) relatif à l'organisation des budgets spéciaux,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont arrêtés aux chiffres ci-après les résultats du compte administratif résumant les opérations du budget spécial de la province de Marrakech pour l'exercice 1958 :

Recettes	342.428.992
Dépenses	214.302.790

faisant ressortir un excédent de recettes de cent vingt-huit millions cent vingt-six mille deux cent deux francs (128.126.202 fr.) qui sera reporté au budget de l'exercice 1959, ainsi qu'une somme de trente-huit millions neuf cent dix-sept mille sept cent quarante francs (38.917.740 fr.) représentant les restes à recouvrer des exercices clos.

ART. 2. — Sont autorisées les adjonctions suivantes au budget en cours de la province de Marrakech :

PREMIERE PARTIE. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Recettes ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Excédent de recettes de l'exercice 1958 ..	128.126.202
Restes à recouvrer.	
Art. 2. — Prestations 1951	1.680
Art. 3. — Prestations 1952	11.480
Art. 4. — Prestations 1953	12.300
Art. 5. — Prestations 1954	127.380
Art. 6. — Prestations 1955	2.080.324
Art. 7. — Prestations 1956	2.649.342
Art. 8. — Prestations 1957	8.718.564
Art. 9. — Prestations 1958	25.316.670
TOTAL des recettes	167.043.942

DEUXIEME PARTIE. — DÉPENSES.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Restes à payer des exercices clos	6.260.444
Report de crédits.	
Art. 2. — Travaux neufs	67.364.531
Art. 3. — Travaux d'amélioration et d'entretien des chemins du réseau tertiaire à réaliser avec la participation de l'État	17.037.973

Art. 4. — Traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles, changement de résidence des agents chargés de travaux dans les centres non constitués en municipalités ..

4.385.312

Relèvement de crédits du budget primitif.

Art. 5. — Achat et entretien du matériel et du mobilier de bureau, machines à écrire

500.000

Art. 6. — Véhicules industriels, achat, fonctionnement et entretien, assurances

9.000.000

Art. 7. — Travaux d'études

15.000.000

Art. 8. — Travaux d'entretien

25.000.000

TOTAL des dépenses

144.548.260

ART. 3. — Le vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances, et le gouverneur de la province de Marrakech sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 20 rebia I 1379 (23 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0911 du 15 safar 1379 (20 août 1959) autorisant la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à la Société d'électricité de Marrakech d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jomada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jomada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Après avis du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à la Société d'électricité de Marrakech d'une parcelle de terrain d'une superficie de ving et un mètres carrés (21 m²) environ, située rue Bou-Laabada, quartier Ben-Salah, à Marrakech, telle qu'elle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de sept mille quatre-vingt-quinze francs (7.095 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de cent quarante-huit mille neuf cent quatre-vingt-quinze francs (148.995 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 15 safar 1379 (20 août 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0508 du 26 safar 1379 (31 août 1959) portant délimitation du périmètre urbain du centre de Figuig (province d'Oujda) et fixation de sa zone périphérique.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 10 chaabane 1373 (14 avril 1954) relatif à l'organisation des centres ;

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des travaux publics et du vice-président du conseil, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre urbain du centre de Figuig est délimité, conformément aux indications du plan n° 6113 annexé à l'original du présent décret :

Au nord : par le remblai de protection de la palmeraie de Figuig, puis par un tronçon du chemin tertiaire n° 5365 vers Tendirara, enfin par la piste non classée dite « de Dar-el-Beïda » prolongée par la piste non classée de Sidi-Abdelkadër-ben-Mohammed à Barnadad ;

A l'est : par cette dernière piste, jusqu'à sa rencontre avec la piste non classée de Berkoukes ;

Au sud : par la piste non classée de Berkoukes ;

A l'ouest : par la piste de Takroumt à Jenan-Bou-Khriss jusqu'à son point de rencontre avec le thalweg dénommé « Oued-el-Kbir », puis par ce thalweg jusqu'à sa jonction avec le remblai de protection.

ART. 2. — La zone périphérique du centre de Figuig s'étend sur une largeur de 500 mètres à partir du périmètre ci-dessus défini.

ART. 3. — Les autorités locales du centre de Figuig sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 safar 1379 (31 août 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-0968 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) autorisant la cession de gré à gré à des particuliers d'une parcelle de terrain du domaine privé de la ville de Safi.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 1^{er} rebia I 1356 (12 mai 1937) ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, après avis du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Safi aux héritiers Zemmouri, propriétaires riverains, représentés par M. Mohamed ben Abderrahman Benhima Babazine, d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de trente-deux mètres carrés (32 m²) environ, située rue Allal-ben-Abdallah, au quartier du Trabsini, telle qu'elle est figurée par une teinte bistre sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de mille francs (1.000 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de trente-deux mille francs (32.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-970 du 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959) autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal de la ville de Marrakech à un particulier.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 1^{er} rebia I 1356 (12 mai 1937) ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Après avis du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville de Marrakech à M^{me} Sylvestre, née Odette Horroet, propriétaire riveraine, d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de cent quatre-vingt-dix mètres carrés (190 m²) environ, située place du 16-Novembre, entre l'avenue Mohammed-V et la rue Orthlieb, telle qu'elle est délimitée par un liseré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de mille cinq cents francs (1.500 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de deux cent quatre-vingt-cinq mille francs (285.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 rebia I 1379 (10 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Arrêté du ministre des travaux publics du 31 juillet 1959
modifiant l'arrêté du 24 décembre 1958
portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1958 portant délégation de signature du ministre des travaux publics, modifié par l'arrêté du 7 juillet 1959,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles premier et 5 de l'arrêté susvisé du 24 décembre 1958 sont modifiés ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} septembre 1959 :

« Article premier. — Délégation générale et permanente est donnée à MM. Tazi, directeur du cabinet, et Daoudi, chef de cabinet, à l'effet de signer ou viser tous actes concernant les services relevant de l'autorité du ministre des travaux publics à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires. »

« Article 5. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Jorio, sous-directeur, chef du service administratif du ministère des travaux publics, à l'effet de signer ou de viser tous actes relevant des attributions du service administratif, à l'exclusion des décrets et des arrêtés réglementaires ainsi que des contrats d'engagement de personnel et des arrêtés particuliers concernant les nominations, licenciements, détachements et mises en disponibilité. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 31 juillet 1959.

ABDERRAHMAN BEN ABDELALI.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS.

Dahir n° 1-59-263 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) abrogeant la législation antérieure au 2 mars 1956 relative à l'attribution aux fonctionnaires des administrations publiques de bonifications et majorations d'ancienneté pour services militaires ou services accomplis dans la Résistance.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 joumada I 1343 (27 décembre 1924) attribuant aux agents publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux ;

Vu le dahir du 16 ramadan 1346 (8 mars 1928) fixant les conditions dans lesquelles des majorations d'ancienneté sont accordées aux fonctionnaires des administrations publiques chérifiennes pour le temps qu'ils ont passé sous les drapeaux pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne ;

Vu le dahir du 7 rebia II 1374 (4 décembre 1954) relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de la guerre ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 safar 1372 (28 octobre 1952) accordant des avantages aux fonctionnaires qui ont participé à la Résistance ou ont été victimes de l'occupation,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les dahirs susvisés des 30 joumada I 1343 (27 décembre 1924), 16 ramadan 1346 (8 mars 1928), 7 rebia II 1374 (4 décembre 1954) et l'arrêté viziriel susvisé du 8 safar 1372 (28 octobre 1952) sont abrogés ainsi que les textes pris pour leur application, à compter de la date de publication du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :*

ABDALLAH IBRAHIM.

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AU COMMERCE, A L'INDUSTRIE, A L'ARTISANAT ET A LA MARINE MARCHANDE.

**Dahir n° 1-59-290 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959)
portant nomination au grade d'administrateur-élève
de la marine marchande (sous-lieutenant).**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-279 du 23 rebia I 1378 (7 octobre 1958) portant création d'un corps militaire d'administrateurs de la marine marchande et, en particulier, ses articles 6 et 8 ;

Vu le dahir n° 1-58-011 du 8 kaada 1377 (27 mai 1958) sur l'état et le recrutement des officiers des Forces armées royales ;

Considérant que M. Belkhadir Mohamed, titulaire du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire, a été admis depuis le 1^{er} janvier 1958 à suivre la scolarité de l'École d'administration de l'inscription maritime de Saint-Servan (France) ;

Vu la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Vu la proposition de S.A.R. le prince héritier, chef d'état-major général des Forces armées royales ;

Sur présentation de Notre ministre de la défense nationale,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) : M. Belkhadir Mohamed ;

ART. 2. — Le présent dahir prend effet du 1^{er} janvier 1958.

Imputation budgétaire. — Chapitre 34, article premier, marine marchande (services extérieurs).

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :*

ABDALLAH IBRAHIM.

**Dahir n° 1-59-291 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959)
portant nomination au grade d'administrateur-élève
de la marine marchande (sous-lieutenant).**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-279 du 23 rebia I 1378 (7 octobre 1958) portant création d'un corps militaire d'administrateurs de la marine marchande et, en particulier, ses articles 6 et 8 ;

Vu le dahir n° 1-58-011 du 8 kaada 1377 (27 mai 1958) sur l'état et le recrutement des officiers des Forces armées royales ;

Considérant que M. Benisty Pierre, titulaire du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire, a été admis depuis le 1^{er} janvier 1958 à suivre la scolarité de l'École d'administration de l'inscription maritime de Saint-Servan (France) ;

Vu la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Vu la proposition de S.A.R. le prince héritier, chef d'état-major général des Forces armées royales ;

Sur présentation de Notre ministre de la défense nationale,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) : M. Benisty Pierre.

ART. 2. — Le présent dahir prend effet du 1^{er} janvier 1958.

Imputation budgétaire. — Chapitre 34, article premier, marine marchande (services extérieurs).

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :*

ABDALLAH IBRAHIM.

**Dahir n° 1-59-292 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959)
portant nomination au grade d'administrateur-élève
de la marine marchande (sous-lieutenant).**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-279 du 23 rebia I 1378 (7 octobre 1958) portant création d'un corps militaire d'administrateurs de la marine marchande et, en particulier, ses articles 6 et 8 ;

Vu le dahir n° 1-58-011 du 8 kaada 1377 (27 mai 1958) sur l'état et le recrutement des officiers des Forces armées royales ;

Considérant que M. Kadiri Hassan, titulaire du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire, a été admis depuis le 1^{er} janvier 1958 à suivre la scolarité de l'École d'administration de l'inscription maritime de Saint-Servan (France) ;

Vu la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Vu la proposition de S.A.R. le prince héritier, chef d'état-major général des Forces armées royales ;

Sur présentation de Notre ministre de la défense nationale,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) : M. Kadiri Hassan.

ART. 2. — Le présent dahir prend effet du 1^{er} janvier 1958.

Imputation budgétaire. — Chapitre 34, article premier, marine marchande (services extérieurs).

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

**Dahir n° 1-59-293 du 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959)
portant nomination au grade d'administrateur-élève
de la marine marchande (sous-lieutenant).**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-279 du 23 rebia I 1378 (7 octobre 1958) portant création d'un corps militaire d'administrateurs de la marine marchande et, en particulier, ses articles 6 et 8 ;

Vu le dahir n° 1-58-011 du 8 kaada 1377 (27 mai 1958) sur l'état et le recrutement des officiers des Forces armées royales ;

Considérant que M. Laroussi Mohamed, titulaire du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire, a été admis depuis le 1^{er} janvier 1958 à suivre la scolarité de l'École d'administration de l'inscription maritime de Saint-Servan (France) ;

Vu la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande ;

Vu la proposition de S.A.R. le prince héritier, chef d'état-major général des Forces armées royales ;

Sur présentation de Notre ministre de la défense nationale,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé administrateur-élève de la marine marchande (sous-lieutenant) : M. Laroussi Mohamed.

ART. 2. — Le présent dahir prend effet du 1^{er} janvier 1958.

Imputation budgétaire. — Chapitre 34, article premier, marine marchande (services extérieurs).

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 rebia I 1379 (9 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Dahir n° 1-59-337 du 27 rebia I 1379 (30 septembre 1959) modifiant
et complétant le dahir n° 1-58-303 du 18 jourmada II 1378 (30 décembre 1958) formant statut de la magistrature.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-58-303 du 18 jourmada II 1378 (30 décembre 1958) formant statut de la magistrature,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du dahir susvisé du 18 jourmada II 1378 (30 décembre 1958) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Pour veiller à l'application du présent statut et « concourir à son exécution, est institué sous Notre présidence, un « conseil supérieur de la magistrature ainsi composé :

« Le ministre de la justice ;

« Le premier président de la Cour suprême ;

« Le procureur général près la Cour suprême ;

« Le directeur des affaires criminelles et des grâces ;

« Le directeur des affaires civiles ;

« Le directeur du personnel et du budget ;

« Cinq magistrats au moins désignés par dahir sur proposition « du ministre de la justice.

« En Notre absence, le conseil supérieur est présidé par le minis- « tre de la justice. »

ART. 2. — L'article 8 du dahir susvisé du 18 jourmada II 1378 (30 décembre 1958) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 8. —

« Le serment est prêté devant la cour d'appel. Toutefois, pour « les magistrats directement nommés à la Cour suprême, il est « prêté devant cette juridiction. »

Fait à Rabat, le 27 rebia I 1379 (30 septembre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 27 rebia I 1379 (30 septembre 1959) :

ABDALLAH IBRAHIM.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

**Décret n° 2-59-1074 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant les
modalités de fonctionnement et les attributions du conseil de
l'Université de Rabat.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant création et organisation de l'Université de Rabat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le conseil de l'Université se réunit en séance ordinaire au début et à la fin de chaque année scolaire, sur convocation de son président.

Il peut se réunir à tout moment en séance extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande écrite de la moitié de ses membres.

ART. 2. — Sur la première convocation, le conseil de l'Université ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion peut être valablement tenue, sans condition de quorum à huit jours d'intervalle.

Les délibérations du conseil de l'Université sont prises à la majorité des présents. En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

Le secrétariat est assuré par un membre du conseil de l'Université élu chaque année par le conseil.

ART. 3. — Le conseil de l'Université est chargé :

1° De veiller au développement scientifique de l'Université ;
2° De coordonner l'activité des facultés, instituts et autres organismes constituant l'Université, de statuer sur les questions relatives à l'organisation des cours et de soumettre à l'approbation du ministre de l'éducation nationale ses propositions concernant les programmes d'enseignement, la réglementation et la sanction des études ;

3° D'assurer la discipline générale de l'Université.

ART. 4. — Le conseil de l'Université est seul habilité à exercer un contrôle sur les activités de recherche ou d'enseignement des membres de l'Université.

ART. 5. — Le conseil de l'Université tient lieu de commission d'avancement et de conseil de discipline pour tous les membres du personnel enseignant et de recherche de l'Université.

Dans l'exercice des pouvoirs visés à l'alinéa précédent, la composition du conseil est modifiée de telle façon qu'en aucun cas un fonctionnaire d'une grade donné ne soit appelé à formuler une proposition concernant un fonctionnaire d'un grade hiérarchique supérieur. En tout état de cause, les fonctionnaires dont la situation est soumise à l'examen du conseil ne peuvent prendre part aux délibérations.

ART. 6. — En cas d'urgence le recteur de l'Université peut suspendre provisoirement de ses fonctions un membre de l'Université dont l'activité apporterait un trouble grave à l'ordre public.

Dans ce cas le recteur de l'Université doit saisir de l'affaire dans un délai de quinze jours le conseil de l'Université ; ce délai court à compter du jour de la notification à l'intéressé de la décision de suspension.

ART. 7. — Les sanctions disciplinaires applicables aux étudiants ayant enfreint la discipline de la faculté comprennent par ordre de gravité :

- 1° L'avertissement ;
- 2° Le blâme ;
- 3° L'exclusion temporaire de tout ou partie des activités de la faculté (à l'exception de la participation aux examens) pour une période n'excédant pas quinze jours ;
- 4° L'exclusion pour une durée supérieure à quinze jours (non compris ou y compris la participation aux examens) ;
- 5° L'exclusion à vie.

Les trois premières sanctions sont infligées par le doyen de la faculté intéressée. Les autres sanctions sont prononcées par le conseil de l'Université.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-1076 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
fixant les règles de gestion de l'Université de Rabat.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Vu le dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant création et organisation de l'Université de Rabat, et notamment son article 2.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La gestion de l'Université de Rabat, établissement public constitué conformément aux dispositions du dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959), susvisé, est assurée dans les conditions prévues aux articles ci-après.

ART. 2. — Le recteur représente l'Université vis-à-vis des tiers. Il peut, en son nom, accomplir tous actes conservatoires et ester devant toutes juridictions.

ART. 3. — Le recteur accepte, avec l'autorisation du conseil de l'Université, les dons et legs faits au profit de l'Université sans charges, conditions ou affectation immobilière, et ne soulevant pas d'opposition de la famille du bienfaiteur.

Dans le cas où un don ou legs est fait avec charges, conditions ou affectation immobilière ou donne lieu à réclamation des familles, son acceptation ou son refus est prononcé par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances après avis du conseil de l'Université.

ART. 4. — Le montant des droits d'inscription, de bibliothèque, de travaux pratiques, d'examen et tous autres droits acquittés par les étudiants en cours de scolarité est fixé par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du conseil de l'Université et après avis du ministre des finances.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-1076 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
portant statut des professeurs de l'enseignement supérieur.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Vu le dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant création et organisation de l'Université de Rabat, notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-58-663 du 5 hija 1377 (23 juin 1958) concernant le classement des fonctionnaires de l'enseignement,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les professeurs de l'enseignement supérieur sont chargés de dispenser les cours magistraux et de diriger les autres activités d'enseignement et de recherche scientifique dans les facultés et instituts de l'Université.

ART. 2. — Le service des professeurs de l'enseignement supérieur comporte cinq heures de cours par semaine.

ART. 3. — Les professeurs de l'enseignement supérieur de la faculté Ech Chariaa, de la faculté des lettres et de la faculté des sciences mathématiques, physiques et naturelles sont désignés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du doyen de la faculté intéressée, et après avis conforme du conseil de l'Université, parmi les candidats titulaires du doctorat d'État ayant exercé, pendant deux ans au moins, des fonctions magistrales dans l'enseignement supérieur.

Les professeurs de l'enseignement supérieur de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales et de la faculté de médecine et de pharmacie sont recrutés par voie de concours d'agrégation ouvert aux docteurs en droit (doctorat d'État), aux docteurs en médecine et aux docteurs en pharmacie. Les modalités de ces concours sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale approuvé par l'autorité gouvernementale chargée de la fonction publique.

ART. 4. — Le cadre des professeurs de l'enseignement supérieur comporte cinq classes.

ART. 5. — Les professeurs de l'enseignement supérieur sont nommés à la classe dotée d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficient dans leur cadre d'ori-

gine ; ils sont soumis en outre aux dispositions du décret n° 2-58-663 du 5 hiza 1377 (23 juin 1958) susvisé.

ART. 6. — L'avancement des professeurs de l'enseignement supérieur s'effectue de classe en classe, au choix ou à l'ancienneté, après avis du conseil de l'Université siégeant en commission d'avancement.

Peuvent être promus au choix les professeurs de l'enseignement supérieur comptant au moins trois ans de service dans leur classe.

Sont promus à l'ancienneté les professeurs de l'enseignement supérieur qui ont accompli quatre ans de service dans leur classe.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

**Décret n° 2-59-1077 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
portant statut des maîtres de conférences.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant création et organisation de l'Université de Rabat, notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-58-663 du 5 hiza 1377 (23 juin 1958) concernant le classement des fonctionnaires de l'enseignement,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les maîtres de conférences sont chargés, sous l'autorité des professeurs de l'enseignement supérieur, de dispenser l'enseignement et de diriger les travaux de recherche scientifique.

ART. 2. — Le service des maîtres de conférences comporte sept heures de cours par semaine.

ART. 3. — Les maîtres de conférences sont désignés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du doyen de la faculté intéressée, et après avis conforme du conseil de l'Université, parmi les assistants titulaires en fonction dans les différentes facultés, justifiant des diplômes suivants :

Faculté Ech Chariaa : doctorat d'État ou diplôme d'études supérieures ;

Faculté des lettres et faculté des sciences mathématiques, physiques et naturelles : doctorat d'État, diplômes d'études supérieures, ou agrégation de l'enseignement secondaire ;

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales et faculté de médecine et pharmacie : doctorat d'État.

ART. 4. — Le cadre des maîtres de conférences comporte cinq classes.

ART. 5. — Les maîtres de conférences sont nommés à la classe de début du cadre.

Toutefois, les agents appartenant déjà aux cadres de l'enseignement public bénéficient des dispositions prévues par le décret n° 2-58-663 du 5 hiza 1377 (23 juin 1958) susvisé.

ART. 6. — L'avancement des maîtres de conférences s'effectue de classe en classe au choix ou à l'ancienneté, après avis du conseil de l'Université siégeant en commission d'avancement.

Peuvent être promus au choix les maîtres de conférences comptant au moins trois ans de service dans leur classe.

Sont promus à l'ancienneté les maîtres de conférences qui ont accompli quatre ans de service dans leur classe.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

**Décret n° 2-59-1078 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
portant statut des assistants de faculté.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-58-390 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant création et organisation de l'Université de Rabat, notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-58-663 du 5 hiza 1377 (23 juin 1958) concernant le classement des fonctionnaires de l'enseignement,

DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. — Les assistants de faculté sont chargés, sous l'autorité des professeurs et des maîtres de conférences, de coopérer aux activités d'enseignement et de recherches scientifiques de l'Université.

ART. 2. — Le service des assistants attachés à un laboratoire comporte trente heures par semaine ; celui des autres assistants comporte six séances de travaux pratiques par semaine ou une activité équivalente dans le domaine de l'enseignement ou de la recherche.

ART. 3. — Les assistants sont désignés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du doyen de la faculté intéressée parmi les candidats licenciés titulaires des certificats donnant accès au doctorat d'État, et parmi les docteurs en médecine ou en pharmacie.

ART. 4. — Le cadre des assistants comporte cinq classes.

ART. 5. — Les assistants sont nommés à la classe de début du cadre.

Une bonification d'une classe est accordée aux assistants pourvus d'un diplôme d'études supérieures ; une bonification de deux classes est accordée aux assistants agrégés de l'enseignement secondaire ou justifiant d'un doctorat d'État.

Sans préjudice des dispositions des deux alinéas précédents, les agents appartenant déjà aux cadres de l'enseignement public bénéficient des dispositions prévues par le décret n° 2-58-663 du 5 hiza 1377 (23 juin 1958) susvisé.

ART. 6. — Les assistants effectuent un stage de deux ans dans la classe où ils sont nommés.

À l'issue du stage ils peuvent être titularisés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du doyen de la faculté intéressée après avis conforme du conseil de l'Université.

Ce stage, dont la durée est intégralement prise en compte pour le passage à la classe supérieure, peut être prolongé d'une année sur rapport du doyen de la faculté lorsque l'assistant n'a pu au cours du stage faire la preuve de ses aptitudes. En cas de prolongation, seule la durée normale du stage est retenue pour l'avancement.

ART. 7. — Les assistants qui, à l'issue de la période de stage, ne sont pas proposés pour être titularisés sont soit licenciés, soit reclassés dans le cadre dont ils sont issus compte tenu de la totalité des services de stagiaire qu'ils ont accomplis, soit remis à la disposition de leur administration d'origine avec la situation qu'ils auraient eue s'ils y étaient demeurés.

ART. 8. — L'avancement des assistants s'effectue de classe en classe, au choix et à l'ancienneté, après avis du conseil de l'Université siégeant en commission d'avancement.

Peuvent être promus au choix les assistants comptant au moins trois ans de service dans leur classe.

Sont promus à l'ancienneté les assistants qui ont accompli quatre ans de service dans leur classe.

ART. 9. — Les assistants sont soumis aux règles disciplinaires applicables aux personnels de l'enseignement supérieur.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-1079 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
fixant l'échelonnement indiciaire des professeurs
de l'enseignement supérieur.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le décret n° 2-59-1076 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des professeurs de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du 8 moharrem 1368 (10 novembre 1948) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres mixtes en service au Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'échelonnement indiciaire des professeurs de l'enseignement supérieur est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET EMPLOIS	INDICES
<i>Professeurs de l'enseignement supérieur.</i>	
1 ^{re} classe	750
2 ^e classe	700
3 ^e classe	650
4 ^e classe	600
5 ^e classe	550

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-1080 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959)
fixant l'échelonnement indiciaire des maîtres de conférences.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le décret n° 2-59-1077 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des maîtres de conférences ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du 8 moharrem 1368 (10 novembre 1948) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres mixtes en service au Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'échelonnement indiciaire des maîtres de conférences est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET EMPLOIS	INDICES
<i>Maîtres de conférences.</i>	
1 ^{re} classe	630
2 ^e classe	590
3 ^e classe	550
4 ^e classe	500
5 ^e classe	450

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

Décret n° 2-59-1081 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) fixant
l'échelonnement indiciaire des assistants de faculté.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le décret n° 2-59-1078 du 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959) portant statut des assistants de faculté ;

Vu l'arrêté du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du 8 moharrem 1368 (10 novembre 1948) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres mixtes en service au Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété notamment par l'arrêté du 12 kaada 1373 (13 juillet 1954),

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'échelonnement indiciaire des assistants de faculté est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET EMPLOIS	INDICES
<i>Assistants de faculté.</i>	
1 ^{re} classe	430
2 ^e classe	400
3 ^e classe	370
4 ^e classe	340
5 ^e classe	300

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1379 (25 septembre 1959).

ABDALLAH IBRAHIM.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale du 28 juillet 1959 il est créé, au titre du budget de l'exercice 1959, ministère de l'éducation nationale, les emplois suivants :

I. — TRANSFORMATION D'EMPLOIS.

A compter du 1^{er} janvier 1959 :

SERVICES	DÉSIGNATION des emplois à transformer	Nombre
<i>Secrétariat général du ministère.</i>	Inspecteurs principaux non agrégés en inspecteurs principaux agrégés	2
<i>Enseignement supérieur. Rectorat.</i>	Inspecteur principal, chef de service, en recteur de l'Université. Inspecteur principal, chef de service (de l'enseignement du premier degré) en directeur adjoint, à titre personnel	1
<i>Bibliothèque générale et archives.</i>	Bibliothécaire en conservateur adjoint	1
	Professeur licencié en bibliothécaire	1
	Sous-agent public de 1 ^{re} catégorie (du personnel affecté à l'ensemble des services) en agent public de 4 ^e catégorie	1
<i>Enseignement du premier degré.</i>	Élèves maîtres en instituteurs du cadre particulier	500
<i>Enseignement technique.</i>	Contremaîtres en maîtres de travaux manuels	10
	TOTAL	517

Lire :

« Sont promus à la préfecture de Marrakech du 1^{er} avril 1958 :

« 2^e catégorie, 8^e échelon : M. Hadrane Mahdi ben Maati, sous-agent public, 7^e échelon. »

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2439, du 24 juillet 1959, page 1225 (2^e colonne).

Sont nommés :

Au lieu de :

« *Caïd*, chef du cercle de Sidi-Bennour (province de la Chaouïa) du 1^{er} janvier 1959 : M. Boudia Mohammed-Zine el Abidine » ;

Lire :

« *Caïd*, chef du bureau de cercle de Sidi-Bennour (province de la Chaouïa) du 1^{er} janvier 1959 : M. Boubia Mohamed Zine el Abidine. »

(La suite sans changement.)

* * *

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.**DIVISION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.**

Est placé en position de disponibilité pour une durée d'un an, du 1^{er} août 1959 : M. Laghzaoui Ahmed, instructeur de 10^e classe à la division de la jeunesse et des sports. (Arrêté du 6 août 1959.)

Est confirmé dans son emploi de *moniteur de 9^e classe* du 1^{er} mars 1959, et titularisé avec ancienneté du 1^{er} mars 1958 : M. Zouiten Ahmed, moniteur de 9^e classe stagiaire ;

Sont nommés *monitrice ou moniteur de 9^e classe stagiaires* :

Du 1^{er} mars 1958 : M^{me} El Achachi Fatima ;

Du 26 décembre 1958, : M. Belgnaoui Abdallah, monitrice et moniteur préstagiaires.

(Arrêtés des 8 juin et 5 juillet 1959.)

Est licencié de son emploi de *moniteur de 9^e classe stagiaire* du 1^{er} juillet 1959 : M. El-Amrani Hamid ;

Est confirmé dans son emploi d'*économiste*, et nommé à la 9^e classe de son grade du 1^{er} mai 1959 : M. Benzakour Abderrazak, économiste stagiaire.

(Arrêtés des 8 et 11 juin 1959.)

* * *

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

Est recrutée en qualité d'*adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État)* du 1^{er} octobre 1958 : M^{lle} Ennseiri Fatima. (Arrêté du 18 juin 1959.)

Est nommé sur place *commis préstagiaire* du 1^{er} janvier 1959 : M. Azzam Tahar, commis temporaire. (Arrêté du 18 juin 1959.)

Sont promus :

Sage-femme de 3^e classe du 1^{er} mai 1959 : M^{lle} Obadia Cécile, sage-femme de 4^e classe ;

Adjoints de santé (cadre des diplômés d'État) :

De 3^e classe :

Du 1^{er} avril 1957 : M. Graziani Dominique ;

Du 1^{er} avril 1959 : M. Mourad Mohamed ben Aoud,

adjoints de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'État) ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} octobre 1958 : MM. Benghabrit Redouane et Hamida Oulidali ;

Du 1^{er} août 1959 : M^{lle} Berdugo Georgette,

adjoints et adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'État) ;

Adjointe de santé de 2^e classe (cadre des non diplômées d'État) du 1^{er} août 1959 : M^{lle} Afriat Messody, adjointe de santé de 3^e classe (cadre des non diplômées d'État) ;

Adjoints de santé (cadre des non diplômés d'État) :

De 3^e classe :

Du 1^{er} mai 1958 : M^{me} Regragui Cherifa ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Rahali ben Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1959 : M^{me} Magraoui Aïcha ;

Du 1^{er} mai 1959 : MM. El Amine Abdesselam et El Yassir Taïbi ;

Du 1^{er} juillet 1959 : MM. Diouri Ayad Mohamed et Jwali Ahmed ;

Du 1^{er} septembre 1959 : M. Mehdi Hamida ;

Du 1^{er} octobre 1959 : M^{lle} Maman Laurette,

adjoints de santé de 4^e classe, cadre des non diplômés d'État) ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} juin 1957 : M^{me} Rahal Lalla Ghita ;

Du 1^{er} juillet 1957 : M. Mohamed ben Laïd et M^{me} Godard Marie-Thérèse ;

Du 1^{er} août 1957 : M. Belhoussine Tayeb ;

Du 1^{er} septembre 1957 : M. Sbaï Driss ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Toumi Ahmed Benali ben Zaoui ;

Du 1^{er} avril 1958 : M^{lle} Nouaceur Latifa ;

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Sissou Ahmed et M^{lle} Lévy Reina ;

Du 1^{er} septembre 1958 : M. Zouania Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M. Abbou ou Laakoul M'Feddel ;

Du 1^{er} décembre 1958 : M. Chebili Miloudi ;

Du 1^{er} mars 1959 : M. Mizza Miza ;

Du 1^{er} avril 1959 : MM. Allam Slimane, Benaoum Hassan et M^{lle} Jelloul Meryem ;

Du 1^{er} mai 1959 : M. Tazmi Ahmed ;

Du 1^{er} août 1959 : M. Behloul Mohamed ;

Du 1^{er} septembre 1959 : MM. Haddou N'Aïli Zahra, Ourkas Saïd et M^{me} Ruimy Mina ;

Du 1^{er} octobre 1959 : M. Mekouri ben Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1959 : M^{lle} Chioua Latifa et M^{me} Botbol, née Melloul Zohra ;

Du 1^{er} décembre 1959 : MM. El Merini Mohamed, Kaouadji Mohamed, Khazzani Boufelja, Lahcèn ben Mohamed et Mouahid Moba,

adjoints de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État) ;

Sous-économiste de 5^e classe du 1^{er} décembre 1959 : M. Benabdeljalil Mohamed ;

Commis de 2^e classe :

Du 1^{er} novembre 1959 : M. Yousfi Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1959 : MM. Belghali Moulay Abdelmalek et Nader Mohamed,

commis de 3^e classe.

(Arrêtés des 27, 28 mai, 22, 23, 30 juin, 1^{er}, 2 et 3 juillet 1959.)

A compter du 24 décembre 1958, M. le docteur Chraïbi Larbi cesse d'assurer les fonctions d'attaché de cabinet du ministère de la santé publique et est remis dans son cadre d'origine (médecin de 1^{re} classe), puis détaché à nouveau dudit cadre pour être recruté en qualité de médecin à contrat assimilé à un médecin divisionnaire de 2^e classe pour assurer les fonctions de chef de la division de la santé (service central) à Rabat. (Arrêté du 15 juin 1959.)

Concession de pensions militaires.

ARRÊTÉ N° 1.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre des finances,
du 19 septembre 1959
portant concession de pensions militaires d'invalidité.

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir du 15 moharrem 1378 (1^{er} août 1958) sur les pensions militaires d'invalidité ;

Vu les arrêtés du ministre de la défense nationale attribuant des pensions d'invalidité à d'anciens militaires des Forces armées royales ;

Vu les dossiers de liquidation,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont concédées et inscrites au registre spécial des pensions militaires les pensions énoncées au tableau ci-après.

Rabat, le 19 septembre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

NUMÉRO d'inscription	NOM ET PRENOMS	GRADE	TAUX	MONTANT annuel	JOUISSANCE
			%	Francs	
2001	MM. Flayou Larbi.	Caporal-chef, m ^{le} 1761.	100	176.800	9 octobre 1958.
2002	Aboudia Ahmed.	Sergent, m ^{le} 1949.	20	35.360	2 octobre 1958.
2003	Ouman ben Mohamed.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1602.	80	136.000	6 octobre 1958.
2004	Sellam ben Amar.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 313.	15	25.500	16 octobre 1958.
2005	Mohamed ben M'Hamed.	Caporal, m ^{le} 503.	25	42.500	9 octobre 1958.
2006	Amar ben Ali.	Caporal, m ^{le} 72.	25	42.500	2 octobre 1958.
2007	Ahmed ben Abdeslem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1599.	10	17.000	20 novembre 1958.
2008	M'Hamed ben Mohamed.	Caporal, m ^{le} 118.	30	51.000	20 novembre 1958.
2009	Mohamed ben Ahmed.	Parachutiste de 2 ^e classe, m ^{le} 128.	15	25.500	30 octobre 1958.
2010	Larbi ben Aïssa.	Caporal, m ^{le} 11.	30	51.000	23 octobre 1958.
2011	Fatmi ben Kebir ben Fatmi.	Brigadier, m ^{le} 739.	20	34.000	9 octobre 1958.
2012	Abdeslem ben Mohamed ben Haddouch.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 269.	20	34.000	27 novembre 1958.
2013	Amaadar ben Mohand.	Caporal, m ^{le} 398.	70	119.000	11 décembre 1958.
2014	Ahmed ou Moha.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 149.	100	170.000	11 décembre 1958.
2015	Mohamed ben Driss.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1383.	20	34.000	27 novembre 1958.
2016	Ali ben Abdeslem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1065.	20	34.000	6 novembre 1958.
2017	M'Hamed ben Lahcèn.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1127.	35	59.500	6 novembre 1958.
2018	Mohamed ben Hassaïne.	Caporal, m ^{le} 1564.	40	68.000	6 novembre 1958.
2019	Mohamed ben Si M'Hamed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1255.	40	68.000	6 novembre 1958.
2020	Hadout Lekbir, ex-El Lekbir ben Djillali.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1762.	30	51.000	9 octobre 1958.
2021	Seddik ben Mohamed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1598.	30	51.000	6 novembre 1958.
2022	Khalifa ben Abderrahman.	Caporal, m ^{le} 434.	20	34.000	6 novembre 1958.
2023	Sidi ben Sidi Abderrahman.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 413.	30	51.000	30 octobre 1958.
2024	M'Hamed ben Aomar.	Caporal-chef, m ^{le} 1132.	45	79.560	30 octobre 1958.
2025	Ahmed ou Bouhouch.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 76.	70	119.000	6 novembre 1958.
2026	Ali ou Mohamed.	Caporal, m ^{le} 1580.	65	110.500	30 octobre 1958.
2027	Slimane ben Mahdi.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 146.	10	17.000	4 décembre 1958.
2028	Mohamed ben Bousslem.	Caporal-chef, m ^{le} 801.	10	17.680	8 janvier 1959.
2029	Ahmed ben Mohamed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1403.	20	34.000	15 janvier 1959.
2030	Khalifa ben Abbès.	Caporal-chef, m ^{le} 855.	80	141.440	16 octobre 1958.
2031	Mohamed ben Abdeslem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 418.	45	76.500	25 septembre 1958.
2032	Ahmed ben Moha.	Sergent, m ^{le} 1586.	30	53.040	6 novembre 1958.
2033	Abdelkadèr ben Ahmed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 253.	30	51.000	23 octobre 1958.
2034	Moha ou Addi.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 543.	60	102.000	20 novembre 1958.
2035	Hamou ou Ali.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 344.	50	85.000	8 janvier 1959.
2036	Miloud ben Bouchta.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 235.	30	51.000	4 décembre 1958.
2037	Mohamed ben Mohamed.	Caporal, m ^{le} 1238.	60	102.090	27 novembre 1958.
2038	Mohamed ben Mohamed ben Driss.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1689.	40	68.000	27 novembre 1958.
2039	Addi ou Brahim.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 630.	70	119.000	27 novembre 1958.
2040	Mohamed ben Akki.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1108.	70	119.000	4 décembre 1958.

NUMÉRO d'inscription	NOM ET PRÉNOMS	GRADE	TAUX	MONTANT annuel	JOUISSANCE
				Francs	
2041	MM. Assenssouyis Belkacem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 201.	30	51.000	11 décembre 1958.
2042	Amar ben Sidi Ahmed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1445.	20	34.000	4 décembre 1958.
2043	Ali ou Raho.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1165.	20	34.000	20 novembre 1958.
2044	Brahim ben Maati.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 3109.	70	119.000	11 décembre 1958.
2045	Mohamed ben Dahou.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 2963.	70	119.000	11 décembre 1958.
2046	Mohamed ou Lahcèn.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 87.	10	17.000	30 octobre 1958.
2047	Mohamed ben M'Hamed ben El Msiah.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1148.	70	119.000	27 novembre 1958.
2048	Moha ou Aïssa.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 895.	70	119.000	20 novembre 1958.
2049	Boutayeb ben Abdelmalek.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 653.	20	34.000	4 décembre 1958.
2050	Driss ben Messaoud.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1267.	50	85.000	6 novembre 1958.
2051	Ahmed ben Aomar.	Caporal-chef, m ^{le} 513.	100	176.800	25 septembre 1958.
2052	Moussa ben Hamadi ben Jelloul.	Caporal-chef, m ^{le} 1302.	30	53.040	8 janvier 1959.
2053	Ahmed ben Barrek.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 297.	50	85.000	25 septembre 1958.
2054	Ahmed ben Feddal.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 670.	60	102.000	25 septembre 1958.
2055	Mohamed ben Hadj Si Abdallah.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 258.	70	119.000	16 octobre 1958.
2056	Mohamed ben Abdeselem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 850.	30	51.000	23 octobre 1958.
2057	Khallouk ben Achir.	Caporal, m ^{le} 977.	10	17.000	30 octobre 1958.
2058	Hamida ben Bouhamara.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 201.	50	85.000	25 septembre 1958.
2059	Mohamed ben Mohamed.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 371.	10	17.000	30 octobre 1958.
2060	Mustapha ben Abdelkadèr.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 3148.	30	51.000	30 octobre 1958.
2061	Messaoud ben Mohamed.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1632.	40	68.000	20 novembre 1958.
2062	Mohamed ben Boualam ben Hadjej.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1040.	25	42.500	16 octobre 1958.
2063	Aomar ben Mohamed.	Brigadier, m ^{le} 652.	60	102.000	25 septembre 1958.
2064	Abdesslem ben Abdesslem.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1391.	30	51.000	4 décembre 1958.
2065	Amar ben Kacem.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 592.	30	51.000	23 octobre 1958.
2066	Ali ben Belaïd.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 925.	70	119.000	27 novembre 1958.
2067	Lahcèn ben Kaddour.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1348.	70	119.000	20 novembre 1958.
2068	Mohamed ben Layachi.	Caporal-chef, m ^{le} 475.	70	123.760	9 octobre 1958.
2069	Mohamed ben Larbi.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 749.	100	170.000	20 novembre 1958.
2070	Moulay el Mouhdi.	Brigadier-chef, m ^{le} 510.	30	53.040	11 décembre 1958.
2071	Mohamed ben Saïd.	2 ^e canonnier, m ^{le} 251.	10	17.000	4 décembre 1958.
2072	Abdeselem ben Djillali.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 307.	90	153.000	30 octobre 1958.
2073	Mohamed ben Abdallah.	Brigadier-chef, m ^{le} 559.	30	53.040	23 septembre 1958.
2074	Kacem ben Larbi.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 201.	100	170.000	2 octobre 1958.
2075	Mohamed ben Abderrahman.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1496.	100	170.000	6 novembre 1958.
2076	Mohamed ben Bouayad.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1531.	70	119.000	6 novembre 1958.
2077	Mohamed ben Mekki.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 292.	50	85.000	30 octobre 1958.
2078	Moh ou Ayad.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 261.	20	34.000	16 octobre 1958.
2079	Lahcèn ben Ali.	Caporal-chef, m ^{le} 164.	40	70.720	16 octobre 1958.
2080	Driss ou Lahcèn.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 507.	75	127.500	30 octobre 1958.
2081	Nacif el Kabir.	Maréchal des logis-chef, m ^{le} 550.	25	42.500	16 octobre 1958.
2082	Zhani Mohamed.	Maréchal des logis, m ^{le} 532.	20	35.360	16 octobre 1958.
2083	Bouazza ben Brahim.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1724.	10	17.000	9 octobre 1958.
2084	Tayeb ben Bouchaïb.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 405.	40	68.000	25 septembre 1958.
2085	Salah ben Mohamed.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1635.	20	34.000	9 octobre 1958.
2086	Ahmed ben Driss.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 478.	20	34.000	25 septembre 1958.
2087	El Hassani Ahmed Tayebi.	Sergent, m ^{le} 1513.	10	17.680	2 octobre 1958.
2088	Mohamed ben Bougrime.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 995.	20	34.000	30 octobre 1958.
2089	Messaoud ben Lahcèn.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 275.	30	51.000	16 octobre 1958.
2090	Mohamed ben Si Mohamed.	Sergent-chef, m ^{le} 253.	60	106.080	16 octobre 1958.
2091	Mustapha ben Sellam.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 985.	70	119.000	30 octobre 1958.
2092	Mohamed ben Moulay Rachid.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 709.	60	102.000	23 octobre 1958.
2093	Mohamed ben Hadi.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 575.	30	51.000	23 octobre 1958.

NUMÉRO d'inscription	NOM ET PRÉNOMS	GRADE	TAUX	MONTANT annuel	JOUISSANCE
2094	MM. Mohamed ben Moha.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 199.	%	Francs	30 octobre 1958.
2095	Belaid ben Abbès.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 3048.	10	17.000	23 octobre 1958.
2096	Hamida ben Mohamed.	Maréchal des logis-chef, m ^{le} 218.	15	25.500	23 septembre 1958.
2097	Tanjaoui Larbi ben Ahmed.	Brigadier-chef, m ^{le} 870.	30	53.040	25 septembre 1958.
2098	Djillali ben Mohamed.	Soldat de 1 ^{re} classe, m ^{le} 593.	100	176.800	9 octobre 1958.
2099	Berrada Nourredine.	Maréchal des logis, m ^{le} 456.	40	68.000	16 octobre 1958.
2100	Djillali ben Mohamed.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1222.	20	35.360	20 novembre 1958.
2101	Abdesselem ben Aomar.	Maréchal des logis, m ^{le} 540.	30	51.000	4 décembre 1958.
2102	Tayeb ben Si Hamou.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 1106.	40	70.720	20 novembre 1958.
2103	Saïd ou Moha.	Soldat de 2 ^e classe, m ^{le} 647.	15	25.500	20 novembre 1958.
2104	M ^{mes} Fatima bent Ali, veuve d'Ahmed ben Belkacem (6 enfants).	Le mari, ex-soldat de 1 ^{re} clas- se, m ^{le} 1355.	70	119.000	1 ^{er} novembre 1957.
2105	Aïcha bent Ahmed, mère d'Ahmed ben Mohamed.	Le fils, sergent, m ^{le} 727.		136.000 204.000	22 avril 1957.
2105 bis	Aïcha bent Ahmed, veuve d'Ahmed ben Mohamed, remariée le 27 février 1958.	Le mari, sergent, m ^{le} 727.		42.500 139.400	22 avril 1957.

Résultats de concours et d'examens.

Concours d'adjoint du cadastre stagiaire (section terrain) du ministère de l'agriculture du 30 juin 1959.

Candidats admis par ordre de mérite : MM. Bouchaouch M'Barrek, Elkrief Mimoun, Cohen Maklouf, Hmani Ahmed, Benamer Abderrahman, Marrakchi Ahmed, El Ouarzazi Abdelhafid, Derrar Mohamed et En-Nouaji Abdelkamel.

Examen professionnel de fin de stage pour le grade d'adjoint du cadastre (section bureau) du ministère de l'agriculture du 15 juillet 1959.

Candidats admis par ordre de mérite : MM. Benouaïch Henri, Reddani Abdesselam et Azoqui Samuel.

Concours d'adjoint du cadastre stagiaire (section bureau) du ministère de l'agriculture du 21 juillet 1959.

Candidats admis par ordre de mérite : MM. Bouchaouch M'Barrek, El Krief Mimoun et Cohen Maklouf.

Examen probatoire pour l'emploi de commis stagiaire du ministère de l'agriculture.

Est admis à l'examen probatoire pour l'emploi de commis stagiaire : M. Belabid Abdelkadèr, commis préstagiaire.

Concours d'inspecteur de police du 30 juin 1959.

Concours ouvert à l'extérieur.

Sont admis, par ordre de mérite : MM. Achab Ahmed ben Mokhtar, Benbachrah Abdellatif, Alaoui Mohammed, Mohamed ben

Bouazza, El Madani Tayeb, Jamaï Benaïssa, Alaoui Larbi ; ex aequo : Laafrit Brahim, Mtalsi Miloud, Babalahcèn Mohammed et Rhiyou-rhi Mohamed.

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 30 SEPTEMBRE 1959. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Casablanca-Centre, rôles spéciaux 269, 270, 272, 273, 274, 307 de 1959 (15, 18, 17, 31) ; Casablanca-Nord, rôles spéciaux 160, 161, 162, 163, 167, 168 de 1959 (4, 2) ; Essaouira, rôle spécial 4 de 1959 ; Fedala, rôles spéciaux 307, 308 de 1959 ; Marrakech-Guéliz, rôle spécial 29 de 1959 (1) ; centre d'Ouarzazate, rôle spécial 1 de 1959.

LE 5 OCTOBRE 1959. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Agadir, rôle 1 de 1959 ; Casablanca-Centre (16), rôle spécial 271 de 1959 ; Casablanca-Nord, rôles spéciaux 164, 165, 166 de 1959 (4, 5) ; circonscription de Tiflet, rôle 2 de 1959 ; Marrakech-Guéliz, rôle spécial 30 de 1959 (1) ; Safi, rôle spécial 5 de 1959 (2).

Prélèvement sur les traitements et salaires : Agadir, rôle 5 de 1958 ; Casablanca-Bourgogne (25), rôle 4 de 1957 ; Casablanca-Centre (18), rôle 1 de 1959 ; Casablanca-Nord (4), rôles 3 de 1958, 1 de 1959 ; Kenitra-Ouest, rôle 1 de 1958 ; Meknès-Ville nouvelle, rôle 4 de 1957 (1) ; Sefrou, rôle 1 de 1958.

LE 15 OCTOBRE 1959. — *Patentes* : Casablanca-Nord (1), émission primitive de 1959 (art. 15.001 à 15.673) ; Casablanca-Roches-Noires (9), émission primitive de 1959 (art. 95.001 à 95.446) ; Fès-Médina (3/3), émission primitive de 1959 (art. 35.001 à 36.737).

Taxe urbaine : Rabat-Sud (1), émission primitive de 1959 (art. 15.001 à 16.054).

Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,

PEY.

Avis aux importateurs et exportateurs.

Modifications à la liste des transitaires en douane agréés.

Par décision du vice-président du conseil, ministre des finances :

1° L'agrément de transitaire a été accordé aux personnes ci-après désignées :

NUMÉRO de l'agrément	NOM ET ADRESSE	DATE de la décision
411	Mory et C ^o (Maroc) S.A., 24, boulevard Mohamed-el-Hansali, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Maurice Godard de Donville.	20-8-1959.
412	M ^{me} Virtudes de las Heras Gavilán, agencia Lacaci, Generalísimo-Franco, n° 8 (Pasaje), Tétouan.	20-8-1959.

2° Les modifications d'agrément suivantes ont été approuvées :

NUMÉRO de l'agrément	ANCIEN BÉNÉFICIAIRE	NOUVEAU BÉNÉFICIAIRE	DATE de la décision
20	Société marocaine Intertransit (S.A.), 49, rue Védri-nes, Casablanca. Personnes physiques habilitées : MM. Abecassis David et Danan Albert.	Société marocaine Intertransit (S.A.), 49, rue Védri-nes, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Danan Albert.	20-8-1959.
114	L. Subrini et C ^o (S.A.), 27, rue Pégoud, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Louis Subrini.	L. Subrini et C ^o (S.A.), 27, rue Pégoud, Casablanca. Personnes physiques habilitées : MM. Louis Su-brini et Max Subrini.	20-8-1959.
164	L'Organisation commerciale et agricole moderne (L'O.C.A.M.), S.A., 6, rue Novo, Casablanca. Per-sonne physique habilitée : M. Fernand Jousserand.	L'Organisation commerciale et agricole moderne (L'O.C.A.M.), S.A., 6, rue Novo, Casablanca. Personnes physiques habilitées : MM. Fernand Jousserand et Félix Vecchioni.	20-8-1959.
218	Entreprise française de transit (S.A.), 65, boulevard de la Résistance, Casablanca. Personnes physiques habilitées : MM. Maurice Piquemal et Robert Delard de Rigoulière.	Entreprise française de transit (S.A.), 65, boulevard de la Résistance, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Maurice Piquemal.	20-8-1959.
247	Comptoir français de transport et de transit (S.A.R.L.), 55, rue de Foucauld, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Dominique Maestroni.	Comptoir français de transport et de transit (S.A.R.L.), 55, rue de Foucauld, Casablanca. Personne physique habilitée : M. Célestin Dehove.	20-8-1959.
294	Société générale maritime (Sogéma), S.A., 1, place Mirabeau, à Casablanca. Personne physique habilitée : M. Roger Morel.	Société générale maritime (Sogéma), S.A., 1, place Mirabeau, Casablanca. Personnes physiques habilitées : MM. Roger Morel et Marcel Veisse.	20-8-1959.

3° Les agréments suivants ont été annulés :

NUMÉRO de l'agrément	NOM ET ADRESSE	DATE de la décision
67	M ^{me} veuve Alexandre (Transports Céléritas), 21, rue La Pérouse, à Casablanca.	20-8-1959.
95	M. André Amsallem, 13, place Clemenceau, à Oujda.	20-8-1959.
143	Messageries France Outre-Mer (S.A.R.L.), 72, boulevard Girardot, à Casablanca.	20-8-1959.
197	M. Edery Mardoché, 22, boulevard de Bordeaux, Casablanca.	20-8-1959.
239	M. Lévy Joseph, 14, rue Ksimi, Agadir (Talbordj).	20-8-1959.
277	Société marocaine de production, d'exportation et de transit (Somaprex), S.A.R.L., 13, avenue Jules-Ferry, Casablanca.	20-8-1959.
332	M. Dutarte Robert (Tramarco), 1, rue d'Aumale, Casablanca.	20-8-1959.
371	M. Benitah Salomon, place Lutaud, Colomb-Béchar (Algérie).	20-8-1959.
398	M. Maurice Lodenos, à El-Jadida.	20-8-1959.

Avis aux importateurs n° 926.

*Accord commercial conclu entre le Royaume du Maroc
et la République arabe unie.*

Le présent avis a pour objet de déterminer les modalités de répartition des contingents d'importation repris à l'accord commercial conclu avec la République arabe unie dans le cadre de la commission mixte du mois de juin 1959 et publiés au *Bulletin officiel* n° 2444, du 28 août 1959.

Ne sont pas mentionnés, dans les listes ci-après, les contingents répartis par les ministères et services techniques intéressés en fonction des besoins exprimés par les importateurs et utilisateurs industriels ou agricoles lors de l'élaboration de ce programme d'importation.

Règles générales. — Les importateurs intéressés par les contingents doivent formuler leurs demandes d'attribution de crédit par lettres établies sur papier libre, appuyées de factures *pro forma* et comportant l'engagement d'importer la marchandise dans les six mois de la délivrance de la licence.

Les importateurs nouveaux, lorsqu'ils ne l'auront pas encore fait, devront adresser les justifications complémentaires habituelles, en particulier le certificat d'inscription au registre du commerce et la patente afférente au commerce de la marchandise considérée. Il ne sera tenu aucun compte des demandes insuffisamment justifiées.

Les lettres de demandes d'attribution de crédit, rappelant le numéro du présent avis, devront être déposées avant la date limite indiquée pour leur examen au sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande (direction du commerce), à Rabat.

La direction du commerce fera suivre aux ministères et services techniques intéressés les lettres relatives aux répartitions de contingents de la compétence de ces organismes qui, par ailleurs, pourront être saisis directement par les importateurs.

L'indicatif des services techniques chargés de la gestion de chaque contingent ou sous-contingent est mentionné entre parenthèses après leur montant. Ces indicatifs sont les suivants :

*Sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie,
à l'artisanat et à la marine marchande.*

B.I.A.G. : Bureau des importations et des approvisionnements généraux.

COM. : Service du commerce, boîte postale 690, Casablanca.

CATÉGORIE A.

Verre à vitres (crédit réservé aux miroitiers-manufacturiers) : 10.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit sur les contingents devront parvenir avant le 1^{er} novembre 1959. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1956, 1957 et 1958. Cet état devra être établi par pays d'origine en valeur C.I.F., avec mention des dates et des numéros des déclarations en douane correspondantes.

CATÉGORIE D.

Soieries : 15.000.000 de francs marocains (COM.).

Lainages : 20.000.000 de francs marocains (COM.).

Tissus de lin : 20.000.000 de francs marocains (COM.).

Produits en plastique (autres que fabrication locale) : 15.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Produits caoutchoutés (courroies de moteur) : 20.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Caractères d'imprimerie : 10.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Matériel et équipement ménager (appareils électriques à usage domestique) : 20.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Matériel électrique divers (sauf batteries sèches de plus de 10 volts) : 25.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Papier et papeterie (autre que fabrication locale) : 25.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Han el Khalil (articles artisanaux) : 10.000.000 de francs marocains (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit devront être déposées avant le 1^{er} novembre 1959. Les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt si les contingents ne sont pas épuisés par la répartition.

CATÉGORIE E.

Arachides de bouche : 500 tonnes (B.I.A.G.).

Les demandes d'attribution de crédit sur ces contingents devront parvenir avant le 1^{er} novembre 1959. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1956, 1957 et 1958. Cet état devra être établi par pays d'origine en tonnage avec mention des dates et des numéros des déclarations en douane correspondantes.

Cotonnade et fibranne : 300.000.000 de francs marocains (COM.).

Ce crédit sera mis ultérieurement en répartition entre les importateurs spécialisés dans le commerce des textiles et inscrits au service du commerce à Casablanca.